



**PREFECTURE
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
(NOMINATIFS)
N°78-2025-359

PUBLIÉ LE 9 OCTOBRE 2025

Sommaire

DDT / Service de l'environnement

- 78-2025-10-09-00002 - Arrêté portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux^{??} de l'espèce sanglier (Sus scrofa) et de l'espèce ragondin (Myocastor coypus), par tir de jour et tir de nuit, suite à des dommages importants aux parcelles agricoles, dans les communes de Bullion, Cernay-la-Ville et La Celle-les-Bordes (5 pages) Page 4
- 78-2025-10-09-00001 - Arrêté portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux^{??} de l'espèce sanglier (Sus scrofa) par une battue administrative, suite à des dégâts importants sur diverses formes de propriété, dans les communes des Clayes-sous-Bois et Plaisir (4 pages) Page 10
- 78-2025-10-09-00003 - Arrêté portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (Sus scrofa) par tir de nuit, dans l'intérêt de la sécurité publique et suite à des dommages importants à diverses formes de propriétés, dans la commune d'Aigremont (5 pages) Page 15
- 78-2025-10-09-00004 - Arrêté portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (Sus scrofa), suite à des dommages importants aux parcelles agricoles^{??} dans la commune de Feucherolles (5 pages) Page 21

Préfecture des Yvelines / Cabinet

- 78-2025-10-06-00011 - Arrêté signé MJSEA juillet 2025 (3 pages) Page 27

Préfecture des Yvelines / DRCT

- 78-2025-10-08-00005 - Arrêté n° ^{??} portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement « FUNECAP IDF », à l'enseigne « REBILLON » sis sur la commune de Poissy (1 page) Page 31
- 78-2025-10-08-00003 - Arrêté portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement ^{??} « Funecap IDF », à l'enseigne « Roc-Eclerc » sis sur la commune de Saint-Germain-en-Laye (1 page) Page 33
- 78-2025-10-08-00004 - Arrêté portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement « FUNECAP IDF », marque commerciale « ROC - ECLERC » sis sur la commune de Conflans-Sainte-Honorine (1 page) Page 35

Préfecture des Yvelines / Service du cabinet

- 78-2025-10-09-00018 - Arrêté préfectoral SIDPC n°2025-043 modifiant l'arrêté portant agrément d'un organisme pour la formation d'agents de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1 - 2 - 3) - Société par actions simplifiée (SAS) - LT PROTECT FORMATION (3 pages) Page 37

78-2025-10-09-00030 - Arrêté préfectoral SIDPC N°2025-044 portant délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (2 pages)

Page 41

DDT

78-2025-10-09-00002

Arrêté portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*) et de l'espèce ragondin (*Myocastor coypus*), par tir de jour et tir de nuit, suite à des dommages importants aux parcelles agricoles, dans les communes de Bullion, Cernay-la-Ville et La Celle-les-Bordes



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**
Service environnement

Arrêté n°

portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*) et de l'espèce ragondin (*Myocastor coypus*), par tir de jour et tir de nuit, suite à des dommages importants aux parcelles agricoles, dans les communes de Bullion, Cernay-la-Ville et La Celle-les-Bordes

Le préfet des Yvelines

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.427-6 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination du préfet des Yvelines, Monsieur Frédéric ROSE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2024-12-19-00041 du 19 décembre 2024, portant nomination de neuf lieutenants de louveterie sur le département des Yvelines pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-06-25-00026 du 25 juin 2025, portant délégation de signature à Madame Anne-Florie CORON, directrice départementale des territoires des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-07-02-00001 du 2 juillet 2025, portant subdélégation de signature de Madame Anne-Florie CORON, directrice départementale des territoires des Yvelines ;

Vu le signalement en date du 5 octobre 2025 de Monsieur Nicolas POINTEREAU, exploitant agricole, faisant état de dégâts importants de sangliers et de ragondins, sur des parcelles agricoles, situées dans la commune de La Celle-les-Bordes ;

Vu le rapport en date du 5 octobre 2025, de Monsieur Henri-Michel HANNIER, lieutenant de louveterie titulaire de la 9^{ème} circonscription, confirmant la présence de sangliers et de ragondins ainsi que les dommages, objets de la déclaration de Monsieur Nicolas POINTEREAU ;

Vu l'avis en date du 7 octobre 2025, de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France ;

Considérant le classement du sanglier comme espèce susceptible d'occasionner des dégâts dans le département des Yvelines ;

Considérant le caractère envahissant prononcé en France métropolitaine de l'espèce ragondin ;

Considérant le classement comme espèce susceptible d'occasionner des dégâts, sur l'ensemble du territoire métropolitain, du ragondin, dont l'implantation, la propagation et la multiplication menacent les habitats et les espèces indigènes avec des conséquences environnementales, sanitaires et économiques ;

Considérant la déclaration de Monsieur Nicolas POINTEREAU, exploitant agricole, faisant état de la présence et de dégâts de sangliers et de ragondins sur ses parcelles agricoles situées dans la commune de La Celle-les-Bordes ;

Considérant le rapport de Monsieur Henri-Michel HANNIER, lieutenant de louveterie titulaire de la 9^{ème} circonscription, recommandant l'organisation d'une opération administrative de destruction d'animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*) et de l'espèce ragondin (*Myocastor coypus*), par tir de jour et de nuit, sur l'ensemble des parcelles agricoles objets du signalement de Monsieur Nicolas POINTEREAU, situées dans la commune de La Celle-les-Bordes ;

Considérant l'importance de maintenir, dans le département des Yvelines, les populations de sanglier à un niveau compatible avec les intérêts définis par les dispositions de l'article R.427-6 du code de l'environnement par une réponse appropriée, sans les éradiquer, nuire à leur état de conservation, ni mettre la survie de l'espèce en péril ;

Considérant la nécessité de mobiliser la louveterie en tir de jour, de nuit et utilisation de cages-piège, suite à des dégâts et nuisances du sanglier et du ragondin notamment en complément des actions des sociétés de chasse en période d'ouverture de la chasse ;

Considérant les lieutenants de louveterie, nommés par l'autorité administrative et concourant sous son contrôle, à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts, en qualité de collaborateurs assermentés, bénévoles et occasionnels d'un service public de l'État ;

Considérant les dispositions de l'article L.427-6 du code de l'environnement, qui donnent compétence au représentant de l'État dans le département, chaque fois qu'il est nécessaire, après avis de la directrice départementale des territoires et du président de la fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs, d'ordonner des opérations de destruction de spécimens d'espèces non domestiques pour différents motifs, notamment en prévention de dommages importants à diverses formes de propriétés ;

Considérant l'absence d'effet direct ou significatif de l'opération administrative de destruction, objet du présent arrêté, sur l'environnement, qui n'a par conséquent pas à être soumis à la participation du public.

Sur proposition de la directrice départementale des territoires ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Henri-Michel HANNIER, lieutenant de louveterie titulaire de la 9^{ème} circonscription et Madame Cassandra MÉTIVIER, lieutenant de louveterie titulaire de la 8^{ème} circonscription, suppléante, agissant selon les règles de leurs fonctions, sont chargés d'organiser une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*) et de l'espèce ragondin (*Myocastor coypus*), par tir de jour et tir de nuit, dans l'ensemble des parcelles agricoles, objets des dégâts et leurs abords immédiat, dans les communes de Bullion, Cernay-la-Ville et La Celle-les-Bordes,

et dont le périmètre est annexé au présent arrêté, et dans les conditions fixées dans les articles ci-après.

Article 2 : L'opération de destruction se déroule dans les conditions suivantes :

- seuls les lieutenants de louveterie des Yvelines préalablement déclarés à la DDT avant chaque sortie comme participant à l'opération sont habilités à tirer ;
- l'opération prend la forme de tir de jour et de tir de nuit ;
- le tir de nuit s'entend comme celui qui est pratiqué à partir d'une heure après le coucher du soleil et jusqu'à une heure avant le lever du soleil ;
- les tirs sont réalisés à balles, de manière fichante, à une distance de moins de 100 mètres ;
- l'utilisation de la chevrotine est interdite ;
- l'arme à feu employée est d'un calibre adapté au tir de sangliers adultes et aux ragondins ;
- les tirs peuvent être effectués depuis un véhicule automobile à l'arrêt ;
- l'emploi d'équipements de vision thermiques et d'un modérateur de son sur l'arme est autorisé ;
- l'utilisation de sources lumineuses est autorisée ;
- toutes les mesures de sécurité sont prises par le lieutenant de louveterie ;
- l'utilisation d'un gyrophare vert sur le véhicule est autorisée.

Article 3 : Jusqu'à trois personnes désignées par le lieutenant de louveterie mobilisé peuvent l'assister pour la conduite du véhicule et l'utilisation de sources lumineuses.

Article 4 : Préalablement à chaque intervention engagée sur le terrain dans le cadre de l'opération de destruction, hors reconnaissances préalables des lieux, et au plus tard 24 heures avant chaque intervention, le lieutenant de louveterie mobilisé informe les services de police ou de gendarmerie compétents (dipn78-em-sec@interieur.gouv.fr et corg.ggd78@gendarmerie.interieur.gouv.fr), le service interdépartemental des Yvelines et du Val-d'Oise de l'office français de la biodiversité (tél : 01.30.90.64.85, sid78-95@ofb.gouv.fr) et la direction départementale des territoires (ddt-se-fcmn@yvelines.gouv.fr), du lieu, de la date et du nom des personnes participant à l'intervention.

Article 5 : Tout animal blessé doit être recherché, dans la mesure du possible, par un conducteur de chien de sang. Les animaux tués doivent être évacués et sont partagés, sous la responsabilité du lieutenant de louveterie, en priorité entre les participants et propriétaires ou possesseurs des terrains objet de l'opération, de préférence les animaux de moins de 50 kg pleins à raison d'un animal maximum par personne, dans le respect des règles sanitaires en vigueur. Le surplus éventuel d'animaux, non partagé entre les participants et propriétaires ou possesseurs, relève de la responsabilité du lieutenant de louveterie mobilisé, qui en assure la traçabilité dans tous les cas où l'animal n'est pas remis directement au consommateur final.

Article 6 : Dans les deux jours suivant la fin de l'opération de destruction, un compte-rendu écrit est adressé par courriel par le lieutenant de louveterie à la direction départementale des territoires, en précisant notamment le nombre et l'espèce des animaux tués, les éventuels incidents survenus relevés durant l'opération, ainsi que la destination des animaux tués qui n'auraient pas été partagés entre les participants et les propriétaires ou possesseurs. En cas de vente d'animaux tués au bénéfice de l'association départementale des lieutenants de louveterie des Yvelines (ALLY), ce compte-rendu est accompagné par la fiche d'examen initial du gibier attestant de l'absence d'anomalie et reprenant les différents éléments de traçabilité, ainsi que par la preuve d'achat et d'encaissement rédigée au nom de l'ALLY.

Article 7 : Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, pour une durée de deux mois.

Article 8 : La directrice départementale des territoires est chargée de l'application du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de louveterie mobilisés pour exécution, transmis, pour information, au sous-préfet de Rambouillet, aux maires des communes de Bullion, Cernay-la-Ville et La Celle-les-Bordes, au commandant du groupement de gendarmerie départemental, au directeur départemental de la sécurité publique, au chef du service interdépartemental des Yvelines et du Val-d'Oise de l'office français de la biodiversité, au président de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Versailles, le 09 OCT. 2025

P/La directrice départementale des territoires

L'adjoint à la directrice

Signé

Thomas PETITGUYOT

Modalités et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivant du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet des Yvelines (1 avenue de l'Europe, 78 000 Versailles), ou un recours hiérarchique adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche (Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, DGALN/DEB, 92 055 Paris-La Défense Cedex).

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

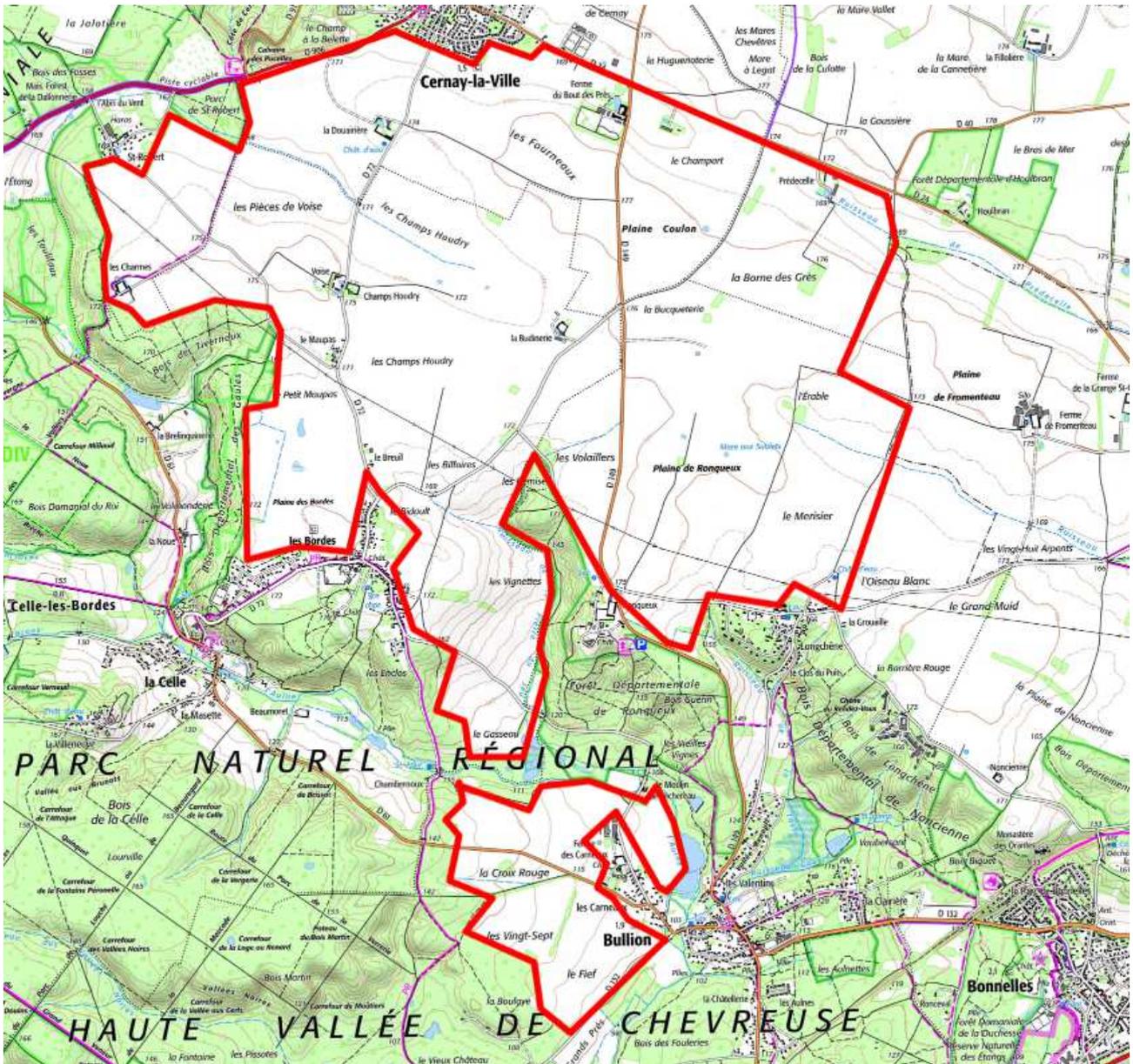
- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78 011 Versailles).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Les recours transmis par voie postale doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

ANNEXE

Périmètres d'intervention Communes de Bullion, Cernay-la-Ville et La Celle-les-Bordes



DDT

78-2025-10-09-00001

Arrêté portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*) par une battue administrative, suite à des dégâts importants sur diverses formes de propriété, dans les communes des Clayes-sous-Bois et Plaisir



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**
Service environnement

Arrêté n°

portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*) par une battue administrative, suite à des dégâts importants sur diverses formes de propriété, dans les communes des Clayes-sous-Bois et Plaisir

Le préfet des Yvelines

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 427-6 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination du préfet des Yvelines, Monsieur Frédéric ROSE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2024-12-19-00041 du 19 décembre 2024, portant nomination de neuf lieutenants de louveterie sur le département des Yvelines pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-05-21-00001 du 21 mai 2025 portant ouverture et clôture de la chasse et instaurant des plans de chasse pour la saison cynégétique 2025-2026 dans le département des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-06-25-00026 du 25 juin 2025, portant délégation de signature à Madame Anne-Florie CORON, directrice départementale des territoires des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-07-02-00001 du 2 juillet 2025, portant subdélégation de signature de Madame Anne-Florie CORON, directrice départementale des territoires des Yvelines ;

Vu les nombreux signalements de particulier, faisant état de dégâts importants de sangliers dans leurs propriétés situées dans la commune de Plaisir ;

Vu les rapports en date du 14 août et du 5 septembre 2025, de la police municipale intercommunale de Plaisir et des Clayes-sous-Bois, faisant état de nombreux signalements de dégâts par des habitants de la commune de Plaisir ;

Vu l'avis en date du 3 octobre 2025 de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France ;

Considérant le classement du sanglier comme espèce susceptible d'occasionner des dégâts dans le département des Yvelines ;

Considérant les dégâts importants constatés lors des deux visites de terrain effectuées en présence de l'office national des forêts, de la police municipale intercommunale de Plaisir et des Clayes-sous-Bois, de la louveterie et de la direction départementale des territoires des Yvelines ;

Considérant qu'une réunion d'organisation s'est déroulée le 25 septembre 2025 en présence de Madame la Maire de Plaisir, les services techniques et de communication de la commune de Plaisir, la police nationale, la police municipale de Plaisir et des Clayes-sous-Bois, l'office national des forêts et son adjudicataire, la louveterie et la direction départementale des territoires des Yvelines ;

Considérant que la réunion du 25 septembre 2025 a permis de valider la mise en place d'un dispositif de sécurité afin d'organiser dans les meilleures conditions une battue administrative ;

Considérant l'importance de maintenir, dans le département des Yvelines, les populations de sanglier à un niveau compatible avec les intérêts définis par les dispositions de l'article R. 427-6 du code de l'environnement par une réponse appropriée, sans les éradiquer, nuire à leur état de conservation, ni mettre la survie de l'espèce en péril ;

Considérant la nécessité de procéder à la régulation des populations de l'espèce sanglier, par action de chasse, durant les dates d'ouverture et de clôture de la chasse à tir du sanglier, dans l'intérêt de la sécurité publique et pour prévenir des dommages importants d'une part, aux activités sylvicoles au sein des massifs forestiers et d'autre part, aux fonds voisins ;

Considérant les lieutenants de louveterie, nommés par l'autorité administrative et concourant sous son contrôle, à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts, en qualité de collaborateurs assermentés, bénévoles et occasionnels d'un service public de l'État ;

Considérant l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, qui doit être recherché par la combinaison de plusieurs moyens dont la chasse, la régulation, la prévention des dégâts de gibier par la mise en place de dispositifs de protection et de dispositifs de dissuasion ainsi que, le cas échéant, par des actions de destruction ;

Considérant l'absence d'effet direct ou significatif de l'opération administrative de destruction, objet du présent arrêté, sur l'environnement, qui n'a par conséquent pas à être soumis à la participation du public.

Sur proposition de la directrice départementale des Territoires ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Christian WILMSEN, lieutenant de louveterie titulaire de la 6^{ème} circonscription agissant selon les règles de ses fonctions, est chargé d'organiser une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*), sous la forme d'une battue administrative, dans le périmètre en annexe du présent arrêté dans les communes des Clayes-sous-Bois et Plaisir et dans les conditions fixées dans les articles ci-après.

Article 2 : L'opération de destruction se déroule dans les conditions suivantes :

- la battue est organisée sous la responsabilité et la direction du lieutenant de louveterie, entre 7h et 17h,
- un registre de battue est tenu par le lieutenant de louveterie indiquant le nom et adresse de chaque participant, l'arme et le calibre utilisé,
- toutes les mesures de sécurité sont prises par le lieutenant de louveterie,
- les tirs sont réalisés à balles ou à l'arc, de manière fichante, à une courte distance (50 m maximum),
- des panneaux et, si nécessaire, des barrières, sont positionnés, sous la responsabilité du lieutenant de louveterie, pour matérialiser la zone de l'opération,
- pour conduire cette battue, le lieutenant de louveterie est assisté par un maximum de cinquante participants, munis d'une arme, tireurs et rabatteurs, tous titulaires du permis de chasser, de la validation et d'une assurance à jour,

- seuls les lieutenants de louveterie ou, si de besoin, des chasseurs ayant suivi la formation relative à la sécurité, peuvent occuper la fonction de chef de ligne,
- les rabatteurs sont autorisés à tirer à une distance de moins de 5 m,
- le port d'un gilet fluorescent est obligatoire pour l'ensemble des participants à l'opération,
- les participants sont tenus de respecter les signaux sonores (trompes de chasse) en début et en fin de chaque traque.

Article 3 : La présence non autorisée par le lieutenant de louveterie de toute personne étrangère à l'opération administrative est interdite sur le périmètre concerné durant le déroulement de cette battue.

Article 4 : Tout animal blessé doit être recherché, dans la mesure du possible, par un conducteur de chien de sang. Les animaux tués sont partagés, sous la responsabilité du lieutenant de louveterie, en priorité entre les participants et propriétaires des terrains objets de l'opération, de préférence les animaux de moins de 50 kg pleins à raison d'un animal maximum par personne, dans le respect des règles sanitaires en vigueur. Le surplus éventuel d'animaux, non partagé entre les participants et propriétaires, relève de la responsabilité du lieutenant de louveterie qui en assure la traçabilité dans tous les cas où l'animal n'est pas remis directement au consommateur final.

Article 5 : Préalablement à chaque intervention engagée sur le terrain dans le cadre de l'opération de destruction, hors reconnaissances préalables des lieux, et au plus tard 24 heures avant chaque intervention, le lieutenant de louveterie mobilisé informe les services de police ou de gendarmerie compétents (dipn78-em-sec@interieur.gouv.fr et corg.ggd78@gendarmerie.interieur.gouv.fr), le service interdépartemental des Yvelines et du Val-d'Oise de l'office français de la biodiversité (tél : 01.30.90.64.85, sid78-95@ofb.gouv.fr) et la direction départementale des territoires (ddt-se-fcmn@yvelines.gouv.fr), de la date, de l'heure et du lieu de rendez-vous de l'opération.

Article 6 : Dans les deux jours suivant la fin de l'opération de destruction, un compte-rendu écrit est adressé par courriel (ddt-se-fcmn@yvelines.gouv.fr), par le lieutenant de louveterie responsable de l'opération, à la direction départementale des territoires, en précisant notamment, la date, le nombre et l'espèce des animaux tués, les éventuels incidents survenus relevés durant l'opération, ainsi que la destination des animaux tués qui n'auraient pas été partagés entre les participants et les propriétaires. En cas de vente d'animaux tués au bénéfice de l'association départementale des lieutenants de louveterie des Yvelines (ALLY), ce compte-rendu est accompagné par la fiche d'examen initial du gibier attestant de l'absence d'anomalie et reprenant les différents éléments de traçabilité, ainsi que par la preuve d'achat et d'encaissement rédigée au nom de l'ALLY.

Article 7 : Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, pour une durée de deux mois.

Article 8 : La directrice départementale des territoires est chargée de l'application du présent arrêté qui sera notifié, pour exécution, au lieutenant de louveterie responsable de l'opération et transmis, pour information, aux maires des communes des Clayes-sous-Bois et Plaisir, au commandant du groupement de gendarmerie départemental, au directeur départemental de la sécurité publique, au chef du service interdépartemental des Yvelines et du Val-d'Oise de l'office français de la biodiversité, au directeur de l'agence territoriale Île-de-France Ouest de l'office national des forêts, au président de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Versailles, le 09 OCT. 2025

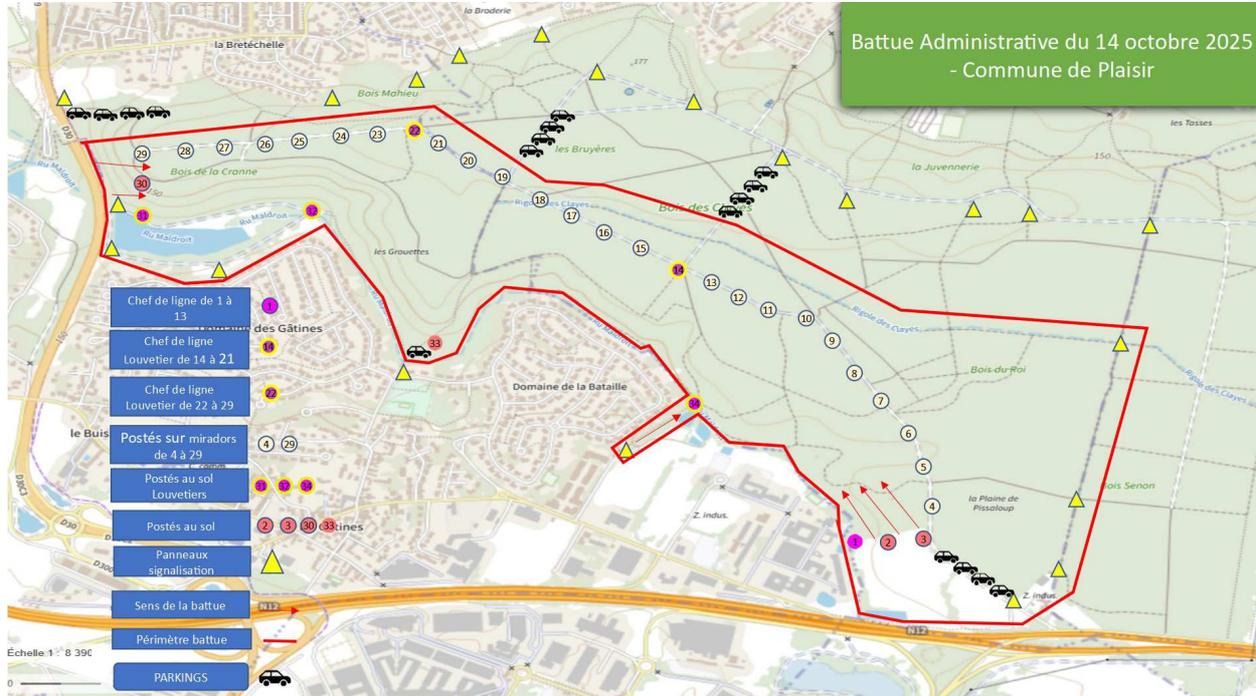
P/La directrice départementale des territoires
L'adjoint à la directrice

Signé

Thomas PETITGUYOT

ANNEXE

Périmètre de l'opération, communes des Clayes-sous-Bois et Plaisir



Modalités et voies de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivant du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet des Yvelines (1 avenue de l'Europe, 78 000 Versailles), ou un recours hiérarchique adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche (Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, DGALN/DEB, 92 055 Paris-La Défense Cedex).

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78 011 Versailles).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Les recours transmis par voie postale doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

DDT

78-2025-10-09-00003

Arrêté portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*) par tir de nuit, dans l'intérêt de la sécurité publique et suite à des dommages importants à diverses formes de propriétés, dans la commune d'Aigremont



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**
Service environnement

Arrêté n°

portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*) par tir de nuit, dans l'intérêt de la sécurité publique et suite à des dommages importants à diverses formes de propriétés, dans la commune d'Aigremont

Le préfet des Yvelines

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.427-6 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination du préfet des Yvelines, Monsieur Frédéric ROSE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2024-12-19-00041 du 19 décembre 2024, portant nomination de neuf lieutenants de louveterie sur le département des Yvelines pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-06-25-00026 du 25 juin 2025, portant délégation de signature à Madame Anne-Florie CORON, directrice départementale des territoires des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-07-02-00001 du 2 juillet 2025, portant subdélégation de signature de Madame Anne-Florie CORON, directrice départementale des territoires des Yvelines ;

Vu le signalement en date du 29 septembre 2025 de Monsieur Bruno LAIGUILLON, particulier, faisant état de dégâts importants de sangliers, dans sa propriété située dans la commune d'Aigremont ;

Vu le rapport en date du 7 octobre 2025, de Monsieur Pascal MARCHAND, lieutenant de louveterie titulaire de la 1^{ère} circonscription, confirmant la présence de sangliers ainsi que les dommages, objet de la déclaration de Monsieur Bruno LAIGUILLON ainsi que de plusieurs signalements transmis par la police municipale d'Aigremont ;

Vu l'avis en date du 7 octobre 2025, de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France ;

Considérant le classement du sanglier comme espèce susceptible d'occasionner des dégâts dans le département des Yvelines ;

Considérant la déclaration de Monsieur Bruno LAIGUILLON, particulier, faisant état de la présence et de dégâts de sangliers dans sa propriété située dans la commune d'Aigremont ;

Considérant le rapport de Monsieur Pascal MARCHAND, lieutenant de louveterie titulaire de la 1^{ère} circonscription, recommandant l'organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*), par tir de nuit, dans l'ensemble des propriétés objets des déclarations de Monsieur Bruno LAIGUILLON et de la police municipale, situées dans la commune d'Aigremont ;

Considérant l'importance de maintenir, dans le département des Yvelines, les populations de sanglier à un niveau compatible avec les intérêts définis par les dispositions de l'article R.427-6 du code de l'environnement par une réponse appropriée, sans les éradiquer, nuire à leur état de conservation, ni mettre la survie de l'espèce en péril ;

Considérant la nécessité de mobiliser la louveterie en tir de jour, de nuit et utilisation de cages-piège, suite à des dégâts et nuisances du sanglier notamment en complément des actions des sociétés de chasse en période d'ouverture de la chasse ;

Considérant les lieutenants de louveterie, nommés par l'autorité administrative et concourant sous son contrôle, à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts, en qualité de collaborateurs assermentés, bénévoles et occasionnels d'un service public de l'État ;

Considérant les dispositions de l'article L.427-6 du code de l'environnement, qui donnent compétence au représentant de l'État dans le département, chaque fois qu'il est nécessaire, après avis de la directrice départementale des territoires et du président de la fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs, d'ordonner des opérations de destruction de spécimens d'espèces non domestiques pour différents motifs, notamment en prévention de dommages importants à diverses formes de propriétés ;

Considérant l'absence d'effet direct ou significatif de l'opération administrative de destruction, objet du présent arrêté, sur l'environnement, qui n'a par conséquent pas à être soumis à la participation du public.

Sur proposition de la directrice départementale des territoires ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Pascal MARCHAND, lieutenant de louveterie titulaire de la 1^{ère} circonscription et Monsieur Nicolas RAULT, lieutenant de louveterie titulaire de la 3^{ème} circonscription, suppléant, agissant selon les règles de leurs fonctions, sont chargés d'organiser une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*), par tir de nuit, dans l'ensemble des parcelles objets des dégâts et leurs abords immédiat, dans la commune d'Aigremont, et dont le périmètre est annexé au présent arrêté, et dans les conditions fixées dans les articles ci-après.

Article 2 : L'opération de destruction se déroule dans les conditions suivantes :

- seuls les lieutenants de louveterie des Yvelines préalablement déclarés à la DDT avant chaque sortie comme participant à l'opération sont habilités à tirer ;
- l'opération prend la forme de tir de nuit ;
- le tir de nuit s'entend comme celui qui est pratiqué à partir d'une heure après le coucher du soleil et jusqu'à une heure avant le lever du soleil ;
- les tirs sont réalisés à balles, de manière fichante, à une distance de moins de 100 mètres ;
- l'utilisation de la chevrotine est interdite ;
- l'arme à feu employée est d'un calibre adapté au tir de sangliers adultes ;
- les tirs peuvent être effectués depuis un véhicule automobile à l'arrêt ;
- l'emploi d'équipements de vision thermique et d'un modérateur de son sur l'arme est autorisé ;
- l'utilisation de sources lumineuses est autorisée ;

- toutes les mesures de sécurité sont prises par le lieutenant de louveterie ;
- l'utilisation d'un gyrophare vert sur le véhicule est autorisée.

Article 3 : Jusqu'à trois personnes désignées par le lieutenant de louveterie mobilisé peuvent l'assister pour la conduite du véhicule et l'utilisation de sources lumineuses.

Article 4 : Préalablement à chaque intervention engagée sur le terrain dans le cadre de l'opération de destruction, hors reconnaissances préalables des lieux, et au plus tard 24 heures avant chaque intervention, le lieutenant de louveterie mobilisé informe les services de police ou de gendarmerie compétents (dipn78-em-sec@interieur.gouv.fr et corg.ggd78@gendarmerie.interieur.gouv.fr), le service interdépartemental des Yvelines et du Val-d'Oise de l'office français de la biodiversité (tél : 01.30.90.64.85, sid78-95@ofb.gouv.fr) et la direction départementale des territoires (ddt-se-fcmn@yvelines.gouv.fr), du lieu, de la date et du nom des personnes participant à l'intervention.

Article 5 : Tout animal blessé doit être recherché, dans la mesure du possible, par un conducteur de chien de sang. Les animaux tués doivent être évacués et sont partagés, sous la responsabilité du lieutenant de louveterie, en priorité entre les participants et propriétaires ou possesseurs des terrains objet de l'opération, de préférence les animaux de moins de 50 kg pleins à raison d'un animal maximum par personne, dans le respect des règles sanitaires en vigueur. Le surplus éventuel d'animaux, non partagé entre les participants et propriétaires ou possesseurs, relève de la responsabilité du lieutenant de louveterie mobilisé, qui en assure la traçabilité dans tous les cas où l'animal n'est pas remis directement au consommateur final.

Article 6 : Dans les deux jours suivant la fin de l'opération de destruction, un compte-rendu écrit est adressé par courriel par le lieutenant de louveterie à la direction départementale des territoires, en précisant notamment le nombre et l'espèce des animaux tués, les éventuels incidents survenus relevés durant l'opération, ainsi que la destination des animaux tués qui n'auraient pas été partagés entre les participants et les propriétaires ou possesseurs. En cas de vente d'animaux tués au bénéfice de l'association départementale des lieutenants de louveterie des Yvelines (ALLY), ce compte-rendu est accompagné par la fiche d'examen initial du gibier attestant de l'absence d'anomalie et reprenant les différents éléments de traçabilité, ainsi que par la preuve d'achat et d'encaissement rédigée au nom de l'ALLY.

Article 7 : Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, pour une durée de deux mois.

Article 8 : La directrice départementale des territoires est chargée de l'application du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de louveterie mobilisés pour exécution, transmis, pour information, à la sous-préfète de Saint-Germain-en-Laye, au maire de la commune d'Aigremont, au commandant du groupement de gendarmerie départemental, au directeur départemental de la sécurité publique, au chef du service interdépartemental des Yvelines et du Val-d'Oise de l'office français de la biodiversité, au président de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Versailles, le 09 OCT. 2025

La directrice départementale des territoires
L'adjoint à la directrice

Signé

Thomas PETITGUYOT

Modalités et voies de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivant du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet des Yvelines (1 avenue de l'Europe, 78 000 Versailles), ou un recours hiérarchique adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche (Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, DGALN/DEB, 92 055 Paris-La Défense Cedex).

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78 011 Versailles).

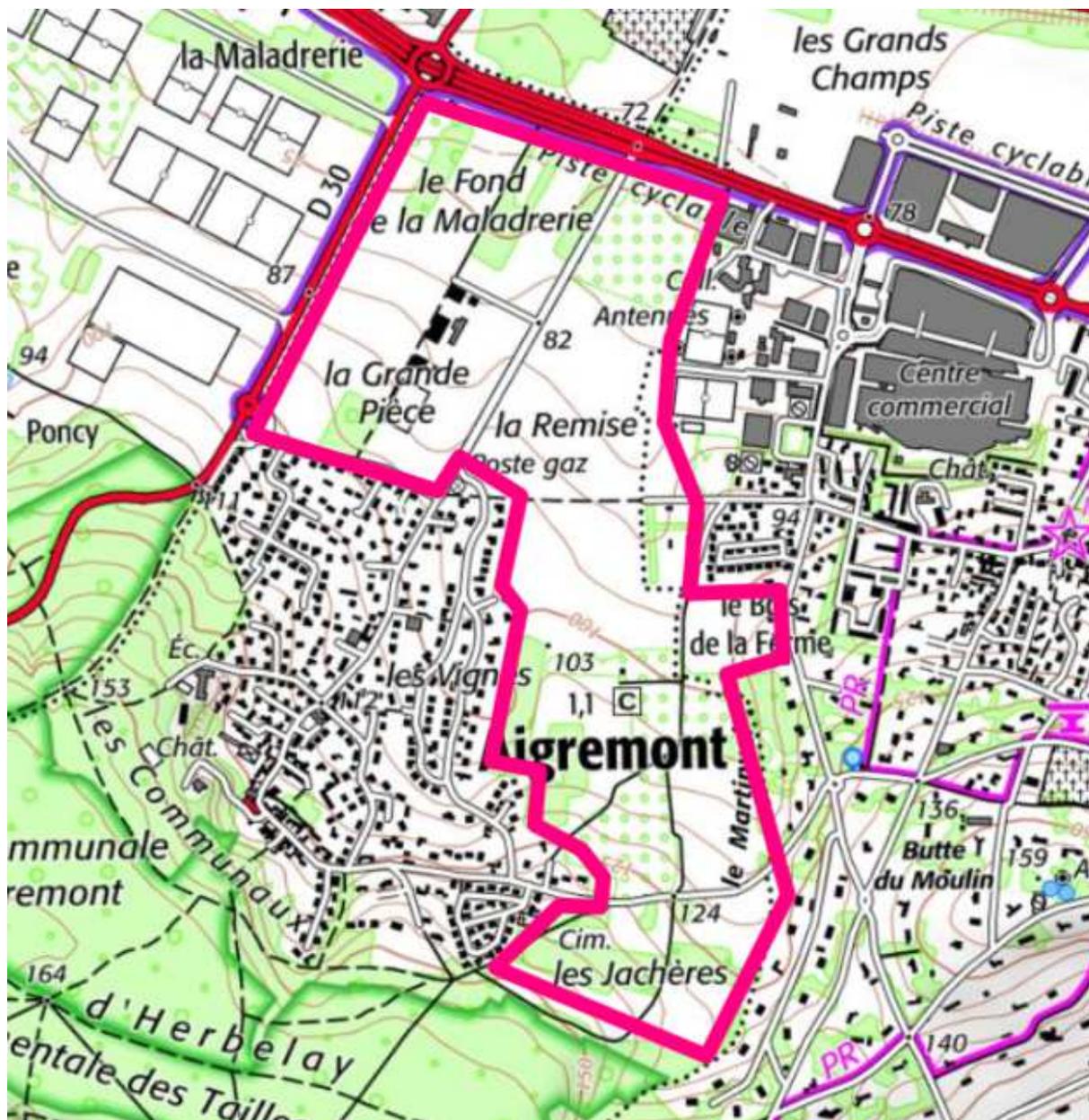
Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Les recours transmis par voie postale doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

ANNEXE

Périmètre d'intervention

Commune d'Aigremont



DDT

78-2025-10-09-00004

Arrêté portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*), suite à des dommages importants aux parcelles agricoles, dans la commune de Feucherolles



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**
Service environnement

Arrêté n°

portant organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*), suite à des dommages importants aux parcelles agricoles, dans la commune de Feucherolles

Le préfet des Yvelines

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.427-6 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination du préfet des Yvelines, Monsieur Frédéric ROSE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2024-12-19-00041 du 19 décembre 2024, portant nomination de neuf lieutenants de louveterie sur le département des Yvelines pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-06-25-00026 du 25 juin 2025, portant délégation de signature à Madame Anne-Florie CORON, directrice départementale des territoires des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2025-07-02-00001 du 2 juillet 2025, portant subdélégation de signature de Madame Anne-Florie CORON, directrice départementale des territoires des Yvelines ;

Vu le signalement en date du 28 septembre 2025 de Monsieur Jean GLATINI, exploitant agricole, faisant état de dégâts importants de sangliers sur des parcelles agricoles (semis de colza, chaume de blé et maïs), situées dans la commune de Feucherolles ;

Vu le rapport en date du 6 octobre 2025, de Monsieur Pascal MARCHAND, lieutenant de louveterie titulaire de la 1^{ère} circonscription, confirmant la présence de sangliers ainsi que les dommages, objets de la déclaration de Monsieur Jean GLATINI, dans la commune de Feucherolles ;

Vu l'avis en date du 7 octobre 2025, de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France ;

Considérant le classement du sanglier comme espèce susceptible d'occasionner des dégâts dans le département des Yvelines ;

Considérant la déclaration de Monsieur Jean GLATINI, exploitant agricole, faisant état de la présence et de dégâts de sangliers dans des parcelles agricoles situées dans la commune de Feucherolles ;

Considérant le rapport de Monsieur Pascal MARCHAND, lieutenant de louveterie titulaire de la 1^{ère} circonscription, recommandant l'organisation d'une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*), par tir de nuit, dans l'ensemble des parcelles objets de la déclaration de Monsieur Jean GLATINI, situées dans la commune de Feucherolles ;

Considérant l'importance de maintenir, dans le département des Yvelines, les populations de sanglier à un niveau compatible avec les intérêts définis par les dispositions de l'article R.427-6 du code de l'environnement par une réponse appropriée, sans les éradiquer, nuire à leur état de conservation, ni mettre la survie de l'espèce en péril ;

Considérant la nécessité de mobiliser la louveterie en tir de jour, de nuit et utilisation de cages-piège, suite à des dégâts et nuisances du sanglier notamment en complément des actions des sociétés de chasse en période d'ouverture de la chasse ;

Considérant les lieutenants de louveterie, nommés par l'autorité administrative et concourant sous son contrôle, à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts, en qualité de collaborateurs assermentés, bénévoles et occasionnels d'un service public de l'État ;

Considérant les dispositions de l'article L.427-6 du code de l'environnement, qui donnent compétence au représentant de l'État dans le département, chaque fois qu'il est nécessaire, après avis de la directrice départementale des territoires et du président de la fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs, d'ordonner des opérations de destruction de spécimens d'espèces non domestiques pour différents motifs, notamment en prévention de dommages importants à diverses formes de propriétés ;

Considérant l'absence d'effet direct ou significatif de l'opération administrative de destruction, objet du présent arrêté, sur l'environnement, qui n'a par conséquent pas à être soumis à la participation du public.

Sur proposition de la directrice départementale des territoires ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Pascal MARCHAND, lieutenant de louveterie titulaire de la 1^{ère} circonscription et Monsieur Nicolas RAULT, lieutenant de louveterie titulaire de la 3^{ème} circonscription, suppléant, agissant selon les règles de leurs fonctions, sont chargés d'organiser une opération administrative de destruction des animaux de l'espèce sanglier (*Sus scrofa*), par tir de nuit, dans l'ensemble des parcelles objets des dégâts et leurs abords immédiat, dans la commune de Feucherolles, et dont le périmètre est annexé au présent arrêté, et dans les conditions fixées dans les articles ci-après.

Article 2 : L'opération de destruction se déroule dans les conditions suivantes :

- seuls les lieutenants de louveterie des Yvelines préalablement déclarés à la DDT avant chaque sortie comme participant à l'opération sont habilités à tirer ;
- l'opération prend la forme de tir de nuit ;
- le tir de nuit s'entend comme celui qui est pratiqué à partir d'une heure après le coucher du soleil et jusqu'à une heure avant le lever du soleil ;
- les tirs sont réalisés à balles, de manière fichante, à une distance de moins de 100 mètres ;
- l'utilisation de la chevrotine est interdite ;
- l'arme à feu employée est d'un calibre adapté au tir de sangliers adultes ;
- les tirs peuvent être effectués depuis un véhicule automobile à l'arrêt ;
- l'emploi d'équipements de vision thermique et d'un modérateur de son sur l'arme est autorisé ;
- l'utilisation de sources lumineuses est autorisée ;
- toutes les mesures de sécurité sont prises par le lieutenant de louveterie ;

- l'utilisation d'un gyrophare vert sur le véhicule est autorisée.

Article 3 : Jusqu'à trois personnes désignées par le lieutenant de louveterie mobilisé peuvent l'assister pour la conduite du véhicule et l'utilisation de sources lumineuses.

Article 4 : Préalablement à chaque intervention engagée sur le terrain dans le cadre de l'opération de destruction, hors reconnaissances préalables des lieux, et au plus tard 24 heures avant chaque intervention, le lieutenant de louveterie mobilisé informe les services de police ou de gendarmerie compétents (dipn78-em-sec@interieur.gouv.fr et corg.ggd78@gendarmerie.interieur.gouv.fr), le service interdépartemental des Yvelines et du Val-d'Oise de l'office français de la biodiversité (tél : 01.30.90.64.85, sid78-95@ofb.gouv.fr) et la direction départementale des territoires (ddt-se-fcmn@yvelines.gouv.fr), du lieu, de la date et du nom des personnes participant à l'intervention.

Article 5 : Tout animal blessé doit être recherché, dans la mesure du possible, par un conducteur de chien de sang. Les animaux tués doivent être évacués et sont partagés, sous la responsabilité du lieutenant de louveterie, en priorité entre les participants et propriétaires ou possesseurs des terrains objet de l'opération, de préférence les animaux de moins de 50 kg pleins à raison d'un animal maximum par personne, dans le respect des règles sanitaires en vigueur. Le surplus éventuel d'animaux, non partagé entre les participants et propriétaires ou possesseurs, relève de la responsabilité du lieutenant de louveterie mobilisé, qui en assure la traçabilité dans tous les cas où l'animal n'est pas remis directement au consommateur final.

Article 6 : Dans les deux jours suivant la fin de l'opération de destruction, un compte-rendu écrit est adressé par courriel par le lieutenant de louveterie à la direction départementale des territoires, en précisant notamment le nombre et l'espèce des animaux tués, les éventuels incidents survenus relevés durant l'opération, ainsi que la destination des animaux tués qui n'auraient pas été partagés entre les participants et les propriétaires ou possesseurs. En cas de vente d'animaux tués au bénéfice de l'association départementale des lieutenants de louveterie des Yvelines (ALLY), ce compte-rendu est accompagné par la fiche d'examen initial du gibier attestant de l'absence d'anomalie et reprenant les différents éléments de traçabilité, ainsi que par la preuve d'achat et d'encaissement rédigée au nom de l'ALLY.

Article 7 : Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, pour une durée de deux mois.

Article 8 : La directrice départementale des territoires est chargée de l'application du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de louveterie mobilisés pour exécution, transmis, pour information, à la sous-préfète de Saint-Germain-en-Laye, au maire de la commune de Feucherolles, au commandant du groupement de gendarmerie départemental, au directeur départemental de la sécurité publique, au chef du service interdépartemental des Yvelines et du Val-d'Oise de l'office français de la biodiversité, au président de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Versailles, le 09 OCT. 2025

La directrice départementale des territoires
L'adjoint à la directrice

Signé

Thomas PETITGUYOT

Modalités et voies de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivant du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet des Yvelines (1 avenue de l'Europe, 78 000 Versailles), ou un recours hiérarchique adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche (Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, DGALN/DEB, 92 055 Paris-La Défense Cedex).

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

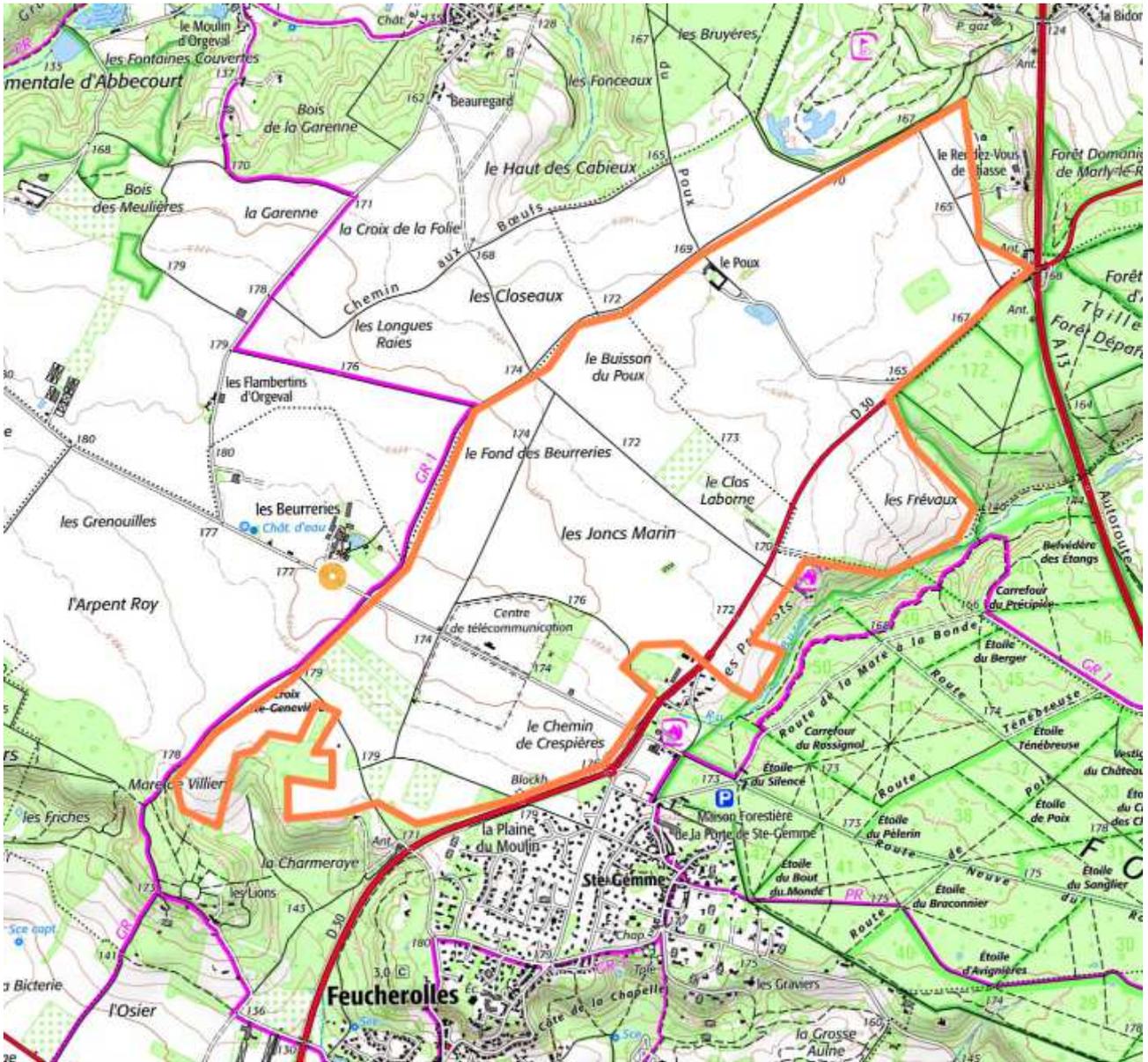
- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78 011 Versailles).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Les recours transmis par voie postale doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

ANNEXE

Périmètre d'intervention Commune de Feucherolles



Préfecture des Yvelines

78-2025-10-06-00011

Arrêté signé MJSEA juillet 2025

**Arrêté portant attribution de la médaille de la jeunesse, des sports et
de l'engagement associatif.
Échelon Bronze – contingent préfectoral
promotion du 14 juillet 2025**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le décret n° 70-26 du 8 janvier 1970 relatif à la médaille de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif,

Vu le décret n° 83-1035 du 22 novembre 1983 relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif,

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE, en qualité de préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n° 83-1035 du 22 novembre 1983,

Vu l'avis du comité de la médaille de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif réuni le 19 mars 2025 à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2025,

Sur proposition du secrétaire général de la sous-préfecture de Rambouillet,

Arrête :

Article 1er : La médaille de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif échelon bronze, pour le contingent préfectoral, est décernée à:

- Madame ADJEROUN Hafidha,
- Madame ASSUERUS Martine,
- Madame AVEDIKIAN Cécile,
- Monsieur BANCAL Michel,
- Madame BARBOT Christelle,
- Madame BEAUJARD Christel,
- Monsieur BERGER Louis-Samuel,
- Madame BONTEMPS Fanny,
- Madame BOUTON Elina,

- Monsieur BOUTRASSI Lahoucine
- Monsieur COLLIGNON Jean-Pierre,
- Monsieur DABAS Bernard,
- Monsieur DANTANT Dominique,
- Madame DE GRANDMAISON Carine,
- Monsieur DE GOESBRIAND Hervé,
- Madame DEBAST Ludivine,
- Monsieur DELABRE Christophe,
- Madame DELAUNAY Cécile,
- Madame DONATO Nadine,
- Monsieur DORE Laurent,
- Monsieur ELOIRE Benjamin,
- Madame GIBON Lucile,
- Madame GIRARD Jacqueline,
- Monsieur GOMIS Dominique,
- Madame GUIBERT Anne,
- Madame GUILLOUX Anne,
- Madame HANNOYER Dominique,
- Monsieur JUGE Frédéric,
- Madame KUTBE Nesrin,
- Madame LAMBERT Lucie,
- Madame LE COCGUEN Virginie,
- Monsieur LE PAGE Ronan,
- Madame LECOMTE Irène,
- Madame LEROUX Corinne,
- Monsieur MARION Jean-Louis,
- Madame OLIVIER Sabine,
- Monsieur PARANHOS Jean-Manuel,
- Monsieur PARINET Brice,
- Monsieur PLUVINAGE Manuel,
- Madame RABUSSON Emmanuelle,
- Monsieur ROBIN Cédric,
- Madame RULLE Léana,
- Monsieur SERVILLE Louis,
- Madame SU Christine,
- Monsieur TALEB Karim,
- Madame TILLIOLE Catherine,
- Madame TOURNAUX Josiane,
- Madame TRAVERS Valérie,

- Monsieur TRIDEAU Guillaume,
- Monsieur ZABOURAEFF Eric.

Article 2 : Monsieur le sous-préfet de Rambouillet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Fait à Rambouillet, le 06 octobre 2025

Le préfet des Yvelines,

SIGNÉ

Frédéric ROSE

Recours contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif de la ville de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Préfecture des Yvelines

78-2025-10-08-00005

Arrêté n°

portant modification de l'habilitation dans le
domaine funéraire de l'établissement
« FUNECAP IDF », à l'enseigne « REBILLON » sis
sur la commune de Poissy

**Arrêté n°
portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement « FUNECAP
IDF », à l'enseigne « REBILLON » sis sur la commune de Poissy**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2022-04-22-0006 habilitant l'établissement « FUNECAP IDF » à l'enseigne « REBILLON » de Poissy dans le domaine funéraire à compter du 22/04/2022 ;

Vu la demande formulée le 01/04/2025 par Monsieur Xavier THOUMIEUX responsable de la SAS « FUNECAP IDF » dont le siège social est situé 50, boulevard Edgar Quinet à Paris (75014) ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1^{er} : L'habilitation portant le numéro 22-78-0199, et concernant l'établissement « FUNECAP IDF », à l'enseigne « REBILLON » sis 50, rue des Capucines à Poissy (78300), dans le domaine funéraire, est modifiée en ce qui concerne la direction de l'établissement désormais confiée à Monsieur Xavier THOUMIEUX.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux (Préfecture des Yvelines - bureau de la réglementation générale) ou d'un recours hiérarchique (Ministre de l'intérieur - place Beauvau – 75800 Paris cedex 08).

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Versailles, le 08/10/2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la réglementation et des collectivités territoriales

Signé

Laurent BARRAUD

Préfecture des Yvelines

78-2025-10-08-00003

Arrêté portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement « Funecap IDF », à l'enseigne « Roc-Eclerc » sis sur la commune de Saint-Germain-en-Laye



**Arrêté n°
portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement
« Funecap IDF », à l'enseigne « Roc-Eclerc » sis sur la commune de Saint-Germain-en-Laye**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2021-06-24-0006 habilitant l'établissement « FUNECAP IDF » à l'enseigne « Roc-Eclerc » de Saint-Germain-en-Laye dans le domaine funéraire à compter du 30/06/2021 ;

Vu la demande formulée le 01/04/2025 par Monsieur Xavier THOUMIEUX responsable de la SAS « FUNECAP IDF » dont le siège social est situé 50, boulevard Edgar Quinet à Paris (75014) ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1^{er} : L'habilitation portant le numéro 21-78-0185, et concernant l'établissement « FUNECAP IDF », à l'enseigne « Roc-Eclerc » sis 35, rue de Pologne à Saint-Germain-en-Laye (78100), dans le domaine funéraire, est modifiée en ce qui concerne la direction de l'établissement désormais confiée à Monsieur Xavier THOUMIEUX.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux (Préfecture des Yvelines - bureau de la réglementation générale) ou d'un recours hiérarchique (Ministre de l'intérieur - place Beauvau – 75800 Paris cedex 08).

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Versailles, le 08/10/2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la réglementation et des collectivités territoriales

Signé

Laurent BARRAUD

Préfecture des Yvelines

78-2025-10-08-00004

Arrêté portant modification de l'habilitation
dans le domaine funéraire de l'établissement
« FUNECAP IDF », marque commerciale « ROC
- ECLERC » sis sur la commune de
Conflans-Sainte-Honorine

**Arrêté n°
portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement « FUNECAP
IDF », marque commerciale « ROC - ECLERC » sis sur la commune de Conflans-Sainte-Honorine**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2022-02-23-0010 habilitant l'établissement « FUNECAP IDF » à l'enseigne « ROC - ECLERC » de Conflans-Sainte-Honorine dans le domaine funéraire à compter du 23/02/2022 ;

Vu la demande formulée le 01/04/2025 par Monsieur Xavier THOUMIEUX responsable de la SAS « FUNECAP IDF » dont le siège social est situé 50, boulevard Edgar Quinet à Paris (75014) ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1^{er} : L'habilitation portant le numéro 22-78-0012, et concernant l'établissement « FUNECAP IDF », marque commerciale « ROC - ECLERC » sis 64, rue Maurice Berteaux à Conflans-Sainte-Honorine (78700), dans le domaine funéraire, est modifiée en ce qui concerne la direction de l'établissement désormais confiée à Monsieur Xavier THOUMIEUX.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux (Préfecture des Yvelines - bureau de la réglementation générale) ou d'un recours hiérarchique (Ministre de l'intérieur - place Beauvau – 75800 Paris cedex 08).

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Versailles, le 08/10/2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la réglementation et des collectivités territoriales

Signé

Laurent BARRAUD

Préfecture des Yvelines

78-2025-10-09-00018

Arrêté préfectoral SIDPC n°2025-043 modifiant
l'arrêté portant agrément d'un organisme pour la
formation d'agents de service de sécurité
incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1 - 2 -
3) - Société par actions simplifiée (SAS) - LT
PROTECT FORMATION

Arrêté préfectoral SIDPC n°2025 – 043 modifiant l’arrêté portant agrément d’un organisme pour la formation d’agents de service de sécurité incendie et d’assistance à personnes (SSIAP 1 – 2 – 3) – Société par actions simplifiée (SAS) - LT PROTECT FORMATION

**Le préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d’honneur
Chevalier de l’ordre national du Mérite,**

Vu le code de la construction et de l’habitation ;

Vu le code du travail ;

Vu l’arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d’incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l’arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l’emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grand hauteur ;

Vu l’arrêté préfectoral du 15 juillet 2025 portant délégation de signature à Madame Aude PLUMEAU, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines ;

Vu la demande d’agrément remis par la SAS LT PROTECT FORMATION le 13 avril 2022 ;

Vu l’avis délivré le 20 septembre 2022 par le Directeur départemental des Services d’Incendie et de Secours des Yvelines ;

Vu la notification du déménagement du siège et des locaux de formation remis par la SAS LT PROTECT FORMATION le 07 août 2025 ;

Considérant la nouvelle adresse de la SAS LT PROTECT FORMATION, passant du bâtiment E au bâtiment A situé au 26 avenue René Duguay Trouin – 78960 VOISINS LE BRETONNEUX

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : L'agrément pour la formation d'agents de service de sécurité incendie et d'assistance aux personnes SSIAP 1 – 2 – 3) est accordé à la SAS **LT PROTECT FORMATION**, pour une durée de **5 ans à compter de la date de signature de l'arrêté n°2022 – 021 du 28 septembre 2022**, pour dispenser des formations et organiser des examens sur l'ensemble du territoire national.

L'agrément délivré porte le numéro d'ordre suivant : **078 – 0020 qui devra figurer sur tous les courriers émanant du centre agréé.**

La demande comporte les informations suivantes :

1/ Raison sociale : **LT PROTECT FORMATION** ;

2/ Représentant légal : **Monsieur Aboubakar BALLO** ;

3/ Siège social : **Bâtiment A - 26 avenue René Duguay Trouin – 78960 VOISINS LE BRETONNEUX** ;

4/ Lieu de formation : **Bâtiment A - 26 avenue René Duguay Trouin – 78960 VOISINS LE BRETONNEUX** ;

5/ Attestation d'assurance responsabilité civile : **58.184.893 / 18057999 en cours de validité jusqu'au 31 décembre 2025** ;

6/ La liste des moyens matériels et pédagogiques dont dispose le centre est conforme ;

7/ La convention relative à la mise à disposition d'une aire de feux pour la réalisation des exercices pratiques sur bac à feux ;

8/ La liste et les qualifications des formateurs accompagnées de leur engagement de participation aux formations, complété par un curriculum vitae, et la photocopie d'une pièce d'identité. Les formateurs justifient d'une compétence en rapport avec le niveau et la matière dispensée. L'un des formateurs justifie de l'une des qualifications définies à l'article 6 de l'arrêté modifié du 2 mai 2025 susmentionné ;

9/ La liste des programmes détaillés de formation comporte un découpage horaire pour chacun des niveaux de formation et fait apparaître le nom du formateur assurant la séquence pédagogique ;

10/ Le numéro de déclaration d'activité auprès de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités : **879571701** attribué le **05 décembre 2019** ;

11 / Une attestation de forme juridique de la société par actions simplifiée.

Article 2 : Le bénéfice de l'agrément mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté est subordonné au respect par la SAS **LT PROTECT FORMATION** des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 3 : Le centre de formation doit assurer la traçabilité des diplômes délivrés. En cas de cessation d'activité, il doit avertir le préfet du département dans lequel il est agréé et lui fournir les éléments permettant d'assurer la continuité de traçabilité des diplômes.

Article 4 : Tout changement de formateur ou de convention de mise à disposition d'un lieu de formation ou d'exercices sur feu réel doit être porté à la connaissance du préfet ayant délivré l'agrément et faire l'objet d'un arrêté modificatif.

Article 5 : L'agrément peut être retiré, par décision motivée du préfet qui l'a délivré, à tout moment.

Article 6 : Les dossiers de demande de renouvellement doivent être adressés, dans les mêmes conditions d'une demande initiale, au préfet du département **deux mois au moins avant la date anniversaire du précédent agrément.**

Article 7 : Préalablement à toute demande, une convention relative à la participation des agents du service départemental d'incendie et de secours des Yvelines aux jurys d'examens devra être établie et signée entre le SDIS 78 et l'organisme **LT PROTECT FORMATION.**

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 9 : La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département.

Fait à Versailles, le 09 octobre 2025

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet

ORIGINAL SIGNÉ

Aude PLUMEAU

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Versailles situé au 56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles cedex. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Yvelines. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2025-10-09-00030

Arrêté préfectoral SIDPC N°2025-044 portant
délivrance du brevet national de sécurité et de
sauvetage aquatique

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL SIDPC N°2025 - 044
Portant délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique

**Le préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.726-1 et suivants ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 07 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de préfet des Yvelines ;
- Vu** le décret du 20 mars 2024 portant nomination de Madame Aude PLUMEAU en qualité de directrice de cabinet du préfet des Yvelines ;
- Vu** le décret n°2024-242 du 20 mars 2024 relatif aux formations aux premiers secours ;
- Vu** l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2025 portant délégation de signature à Madame Aude PLUMEAU, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines ;
- Vu** les procès-verbaux validant les listes des candidats admis à l'examen du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;
- Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet,

ARRÊTE :

Article 1 : Les certifications du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique sont délivrées aux personnes dont les noms suivent l'ordre alphabétique.

ASSOCIATION	DATE EXAMEN	NOM	PRÉNOM	NUMÉRO DE DIPLÔME
My Little Community	01/03/2025	NARTZ	Lou	BNSSA - FPMNS - n°2025 / 1220
		DE BALATHIER LANTAGE	Benoît	BNSSA - FPMNS - n°2025 / 1221
		LABAUGE	Louis	BNSSA - FPMNS - n°2025 / 1222
		QUANTIN	Manon	BNSSA - FPMNS - n°2025 / 1223

École de sauvetage et secourisme de l'Ouest	08/03/2025	LE MIRONNET	Titouan	BNSSA – FFSS - N°2025-360233
		MARIONNET	Claire	BNSSA – FFSS - N°2025-360235
		MEUNIER	Mélaine	BNSSA – FFSS - N°2025-360236
		NEROZZI	Paloma	BNSSA – FFSS - N°2025-360237
		NOUGE	Antonin	BNSSA – FFSS - N°2025-360238
		THOMAS	Florian	BNSSA – FFSS - N°2025-360241
Acteurs volontaires en sauvetage et secourisme	05/04/2025	DROMARD	Yvan	BNSSA – FFSS - N°2025-373292
		GORON	Caroline	BNSSA – FFSS - N°2025-373293
		GORON	Mathis	BNSSA – FFSS - N°2025-373294
École de sauvetage et secourisme de l'Ouest	18/04/2025	ABDELBAKI	Zakaria	BNSSA – FFSS - N°2025-372773
		DABEL	Nicolas	BNSSA – FFSS – N°2025-372774
		DENOYELLE	David	BNSSA – FFSS - N°2025-372775
		DI SCALA	Hermance	BNSSA – FFSS - N°2025-372776
		GIRARD	Hugo	BNSSA – FFSS - N°2025-372777
		GOUBERT	Jolan	BNSSA – FFSS - N°2025-372778
		LEFEVRE	Marine	BNSSA – FFSS - N°2025-372780
		REMY	Thibaud	BNSSA – FFSS - N°2025-372781
Croix Blanche	27/04/2025	BLANCHELANDE	William	232971 - 1
		DROUET	Damien	232971 - 2
		LAFONT	Juliette	232971 - 3
		LEFEVRE	Lily-Rose	232971 - 4
		REBOURG	Aelia	232971 - 5
		RICHER DE FORGES	Alexandre	232971 - 6
		SAILLY	Quentin	232971 - 7
		VIATEUR	Jeanne	232971 - 8
My Little Community	22/06/2025	RICHARD	Liloue	BNSSA - FPMNS - n°2025 / 3795

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Fait à Versailles, le 09 octobre 2025

Pour le préfet et par délégation,

La sous-préfète, directrice de cabinet

ORIGINAL SIGNÉ

Aude PLUMEAU